Présentation

L'**ÉCONOMIE** est une science qui a pignon sur rue ; elle a confectionné sa propre vision du monde selon des critères dits « économiques » ; cette spécialité s'accorde la part du lion dans les sciences humaines et fait la part belle au système capitaliste.

Le principe même de cette discipline se réduit à du quantitatif et fonctionne selon un modèle occidentalo-centrique que nous rejetons. Au contraire, l'anarchisme est à la fois une philosophie et une pratique fondées sur l'entraide et le bien-« être » de tous, sur le rejet de tout modèle dominant et de toute unicité du monde. Étrangers au fétichisme d'une économie prétendument « véhicule de progrès », nous proposons un changement radical de perspective en faisant « un pas de côté ».

Quels critères permettraient à une certaine forme d'organisation productive de correspondre à une perspective anarchiste ? L'expérience doit-elle être radicalement autonome du système capitaliste, comme l'exigent beaucoup de libertaires ? Doit-elle être en mesure de le supplanter, comme l'espèrent l'ensemble des révolutionnaires ?

Les premiers condamnent toute organisation alternative qui conserve quelque lien avec le capitalisme. On peut, en effet, décider de poser le problème en termes de principes moraux, et considérer qu'il s'agit de « compromission ». On réclamera donc une application sans défaillance de ces normes. Mais il faudrait décider de se passer d'argent – parce que celui-ci circule grâce aux banques –, et aussi des transports publics et du téléphone ainsi que des médias. Tout cela est contrôlé par l'État et par le système capitaliste. En outre, on ne devrait surtout rien acheter parce que toute transaction économique inclut un impôt. Alors, on aurait les mains propres, mais aurait-on encore des mains ?

Les seconds accusent de réformisme tout courant qui ne vise pas à renverser le système capitaliste. Ils semblent oublier que, selon Marx, la révolution se ferait par le développement des contradictions inhérentes aux rapports de production, et non par quelque action volontariste.

Les uns comme les autres ne font que renverser la pensée dominante, qui pose comme principe le « tout-économique ». Ceux qui nous intéressent ici, les libertaires, souhaitent que les moyens employés soient anticipateurs de la société future. Et ils peuvent à juste titre invoquer une riche tradition libertaire : la distinction proudhonienne entre la possession et la propriété, les idées et les pratiques de relations fondées sur le contrat, l'entraide, les mutuelles, les coopératives, le fédéralisme, pour n'en citer

que quelques-unes. Il n'en est pas moins vrai que ces expériences, aussi, se sont laissées généralement absorber par le système : en effet la forme économique et l'enthousiasme utopique ne suffisent pas à maintenir contre vents et marées une association fondée sur le volontariat. Il faut également un esprit différent.

Ce dernier s'appuie sur d'autres formes de socialité, notamment un individualisme qui se réalise dans des entreprises communes et librement réalisées, une réappropriation de la vie productive dans la vie personnelle, une réconciliation de chacun avec son lieu de vie, avec sa ville ou son village, par une reconquête de soi dans son environnement (expressions tirées du bel article de Pierre Ansart « L'anarchisme est-il présent dans l'antimondialisation ? », *Anartiste, Les nouvelles libertaires,* n° 1).

Au-delà donc du « tout-économique », et parce que la valeur d'échange relève du symbolique, un projet anarchiste suppose d'abord une remise en cause de l'atomisation sociale, car celle-ci est un des principes fondateurs de l'État et du capitalisme. Un paysage libertaire se crée aussi sur de nouveaux rapports symboliques entre les personnes et les collectivités, anticipations d'une société future...

Pour aborder ce nouvel horizon, la commission chargée d'élaborer ce numéro a décidé de faire appel à une personne extérieure au collectif de rédaction. Claude Llena travaille sur une pratique sociale de l'économie au travers de sa profession (enseignant-chercheur en sciences sociales) et dans l'association Bidon V (éducation populaire au Sénégal et au Mali); il a participé activement au séminaire sur les Journées Élisée Reclus qui servirent de support au n° 4 de notre revue.

Cette volonté d'ouverture nous permet un autre regard et d'autres hypothèses, car rien n'est pire que l'entropie (cf. Lévi-Strauss). *Réfractions* n'est plus un ru, mais espérons-le, un fleuve qui peut recevoir des affluents sans perdre sa nature, sa couleur ni son élan.

Notre cheminement nous a conduits sur le terrain des pratiques, qui nous semblait préférable aux analyses théoriques « hors sol », impuissantes à traduire une réalité. Aussi, bien que les articles ici rassemblés ne soient pas tous libertaires, ils contribuent à notre réflexion (1re partie), s'orientent dans le sens de ce qui vient d'être rappelé *(supra),* et présentent une forme d'alternative (2e partie). Dans leur perspective, le paradigme du développement laisserait la place à une décroissance conviviale (3e partie).

• • •

Pour commencer, Ronald Creagh rejette l'idée d'une économie d'inspiration anarchiste car, selon lui, penser en termes éco-

Auteur :

nomiques c'est rester tributaire de l'idéologie instituée. Les pratiques et les concepts expérimentés ou proposés par les libertaires ne révèlent leur richesse que si on les greffe sur la pratique sociale prise dans son ensemble plutôt que de fonder sur elles quelque nouvel économisme. Serge Latouche, ensuite, propose une réappropriation du marché pour cultiver des relations conviviales qui renouent le lien social. Alain Marchand, lui, dénonce l'illusion des alternatives fondées sur l'économie solidaire dont il révèle la porosité. Pour sa part, Claude Llena interroge l'éthique du secteur informel pour resituer le débat autour de l'économie populaire. En périphérie du modèle dominant, peut-il exister une (des) alternative(s) ?

Dans une deuxième partie, Georges Matéos présente l'œuvre créative des Bourses du travail. Bernard Gilet et Jean-Louis Do mettent en avant l'alternative des Systèmes d'échanges locaux (SEL) et des Systèmes d'échange locaux au temps (SELT); ces actions inscrites dans un territoire redéfinissent les rapports économiques et sociaux au niveau local pour lutter contre les effets de la globalisation. Le « Manifeste anonyme » qui suit oppose la révolution écologique au catastrophisme industriel. À partir d'un « retour sur texte », Ruben Prieto, membre fondateur de la « Communauté du Sud » en Uruguay, présente une pratique autogestionnaire, communautaire et libertaire, riche de quarante-cinq années d'existence. Céline Geoffroy, quant à elle, nous propose une analyse anthropologique de l'auto-organisation de la « communauté de Huancarani » en Bolivie. Enfin Lucien Maurepas détaille les pratiques informelles en Haïti.

En troisième partie, Jean-Jacques Gandini souligne l'actualité de la pensée de François Partant. Celui-ci a dénoncé, dès la fin des années 70, la logique du Capital, selon laquelle rien ne peut être entrepris qui ne soit rentable, dans une course technico-économique vers un progrès « indéfini ». Or le seul progrès est socio-politique : il est dans l'aptitude des hommes à se gouverner individuellement et collectivement, en mettant leurs connaissances et leurs techniques au service de « cet art de vivre ensemble ».

Ronald Creagh, dans la transversale, aborde le conflit israélo-palestinien, qui explose hors du strict cadre du Moyen-Orient pour devenir un enjeu majeur dans l'agenda de la planète. Ce drame ne peut être compris que si l'on tient compte de la dimension trop occultée d'un conflit ethnique.

Enfin, avec le courrier des lecteurs, une rubrique « livres » bien fournie clôt ce numéro qui incite à bifurquer, car accepter le présent tel quel, c'est s'interdire d'autres avenirs possibles.

La commission